



SIPPEREC
ÉNERGIES ET COMMUNICATIONS

COMITE DU 13 DECEMBRE 2018

IBN

Annexe n° 2018-12-77

au procès-verbal

OBJET : Attribution d'une subvention à l'association sportive 5S

Le Comité,

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu la loi n° 2007-209 du 19 février 2007 de modernisation de la fonction publique et relative à la fonction publique territoriale,

Considérant que la loi permet à une collectivité de déterminer librement le mode de gestion de ces prestations d'action sociale,

Vu les statuts de l'association sportive 5S, régulièrement déposés en Préfecture,

Vu le budget syndical,

Sur proposition du bureau,

A l'unanimité,

D E L I B E R E

Article 1^{er} : Décide d'attribuer et de verser une subvention à l'association sportive 5S d'un montant de 14 000 € au titre de l'année 2019.

Article 2 : Autorise le Président à signer tous les documents relatifs à la subvention.

Article 3 : Les dépenses en résultant seront imputées sur le budget de l'exercice correspondant.

Certifié exécutoire, le présent acte, compte tenu :

- De son affichage
- De sa transmission en préfecture
- De sa notification à l'intéressé

SEANCE DU COMITE DU 13 DECEMBRE 2018

AFFAIRES COMMUNES

Composant le Comité :	113	En exercice :	113
Présents à la séance :	54		
Ayant donné pouvoir :	17		
Votants :	71		

L'an deux mille dix-huit, le 13 décembre à 10 heures 25, les membres du Syndicat Intercommunal de la Périphérie de Paris pour les Energies et les Réseaux de Communication, régulièrement et individuellement convoqués par le Président le 7 décembre 2018, se sont réunis au nombre de 54 présents, 17 délégués ayant donné pouvoir et peuvent délibérer valablement conformément aux articles 10.1 et 19 des statuts approuvés par délibération du 17 octobre 2017 et aux articles L.2121-12, L.2121-20, L.5211-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, à l'Espace Van Gogh situé 62 Quai de la Râpée à Paris 12ème, sous la présidence de Monsieur Jacques J.P. MARTIN.

Etaient présents pour les Affaires communes :

M. FRANCESCHI (Alfortville), Mme LEMMET (Antony), M. BREUILLER (Arcueil), Mme BOUDJENAH (Bagneux), M. KHOKHAR (Bagnolet), Mme THOMASSIN (Bondy), M. HAYAR (Bourg-la-Reine), M. BESNARD (Cachan), M. FAUTRE (Champigny-sur-Marne), M. BENOIT (Charenton-le-Pont), M. SEGAUD (Châtenay-Malabry), M. BOULAY (Châtillon), M. BISSON (Chaville), M. PHALIPPOU (Chevilly-Larue), M. DIGUET (Choisy-le-Roi), Mme LEROUX (Cœur d'Essonne Agglomération), M. MOISSET (Communauté d'agglomération Roissy Pays de France), M. PELLETANT (Communauté Paris Saclay), M. DUKAN (Créteil), M. AMARI (Drancy), M. ADAM (Dugny), M. GUNTZBURGER (Fontenay-aux-Roses), M. MERIOT (Gennevilliers), M. AGGOUNE (Gentilly), Mme TORDJMANN (Gonesse), Mme SZABO (Issy-les-Moulineaux), M. POURSIN (Jouy-en-Josas), M. DESLANDES (Les Lilas), M. SUJOL (Les Pavillons-sous-Bois), M. AUBERT (L'Haÿ-les-Roses), M. VACANT (L'Île-Saint-Denis), M. DALEX (Limeil-Brévannes), M. VOILLEMIN (Livry-Gargan), M. BARNOYER (Maisons-Alfort), M. LE CHEQUER (Montreuil), M. MILLOTTE (Montrouge), M. BECQUET (Morangis), M. MARTIN (Nogent-sur-Marne), Mme BONNISSEAU (Orly), M. SEGAL-SAUREL (Pantin), M. JACQ (Périgny-sur-Yerres), Mme CELESTIN (Romainville), M. BOYER (Rosny-sous-Bois), M. LEROY (Rungis), M. TINEL (Saint-Mandé), Mme CERF (Saint-Ouen-sur-Seine), Mme TESSIER-KERGOSIEN (Stains), M. RATTER (Valenton), M. VOISINE (Vanves), M. DUCCELLIER (Villejuif), M. BORTOLAMEOLLI (Villeneuve-la-Garenne), M. HENRY (Villeneuve-Saint-Georges), M. BEGAT (Villiers-sur-Marne), M. RAMAEL (Vitry-sur-Seine).

Ont donné pouvoir pour les Affaires communes :

Monsieur de PAOLI, délégué titulaire de Bobigny, donne pouvoir à Monsieur ADAM, délégué titulaire de Dugny,

Monsieur DOUET, délégué titulaire de Bonneuil-sur-Marne, donne pouvoir à Monsieur FAUTRE, délégué titulaire de Champigny-sur-Marne et Vice-Président,

Monsieur HILDBRAND, délégué titulaire de Bry-sur-Marne, donne pouvoir à Monsieur BEGAT, délégué titulaire de Villiers-sur-Marne,

Monsieur GUIMARD, délégué titulaire de Clamart, donne pouvoir à Monsieur BISSON, délégué titulaire de Chaville.

Monsieur IMBERT, délégué titulaire du Département de l'Essonne, donne pouvoir Monsieur PELLETANT, délégué titulaire de la Communauté d'agglomération Paris Saclay,

Monsieur DESBANS, délégué titulaire d'Elancourt, donne pouvoir à Monsieur POURSIN, délégué titulaire de Jouy-en-Josas,

Monsieur LE COMPAGNON, délégué titulaire de Fontenay-les-Briis, donne pouvoir à Monsieur BARNOYER, délégué titulaire de Maisons-Alfort et Vice-Président,

Madame BRUNET-DINE, déléguée titulaire de Fresnes, donne pouvoir à Monsieur BREUILLER, délégué titulaire d'Arcueil et Vice-Président,

Monsieur RIO, délégué titulaire de Grigny et Membre du Bureau, donne pouvoir à Monsieur AGGOUNE, délégué titulaire de Gentilly et Vice-Président,

Monsieur DUMONT, délégué titulaire de Groully, donne pouvoir à Monsieur MOISSET, délégué titulaire de la Communauté d'agglomération Roissy Pays de France,

Madame LATEB, déléguée titulaire du Kremlin-Bicêtre, donne pouvoir à Monsieur MARTIN, délégué titulaire de Nogent-sur-Marne et Président,

Madame DESCHIENS, déléguée titulaire de Levallois-Perret, donne pouvoir à Madame LEMMET, déléguée titulaire d'Antony,

Monsieur VINENT-GARO, délégué titulaire de Neuilly-sur-Seine, donne pouvoir à Madame SZABO, déléguée titulaire d'Issy-les-Moulineaux,

Monsieur GAHNASSIA, délégué titulaire de Puteaux et Vice-Président, donne pouvoir à Monsieur VOISINE, délégué titulaire de Vanves et Vice-Président,

Madame BERTRAND, déléguée titulaire de Saint-Maurice, donne pouvoir à Monsieur BENOIT, délégué titulaire de Charenton-le-Pont et Membre du Bureau,

Monsieur BENSOUSSAN, délégué titulaire de Vincennes, donne pouvoir à Monsieur TINEL, délégué titulaire de Saint-Mandé,

Monsieur VILAIN, délégué titulaire de Viry-Châtillon, donne pouvoir à Madame LEROUX, déléguée titulaire de Cœur d'Essonne Agglomération et Vice-Présidente.

Les délégués présents et les délégués ayant donné pouvoir forment la majorité des membres en exercice et peuvent délibérer valablement conformément aux articles 10.1 et 19 des statuts et aux articles L.2121-20 et L.5211-1 du Code Général des Collectivités Territoriales.